

le réseau national **École**
constitue un collectif
de travail ouvert
composé de militants
communistes, associatifs
et syndicaux qui ont
à cœur de travailler
à la transformation
progressiste de l'École

n'hésitez pas
à nous faire suivre
vos informations
ou initiatives
afin que nous puissions
les relayer

le secrétariat du réseau
reseau.ecole-pcf@orange.fr
www.pcf.fr

N°57 septembre-octobre 2012

la lettre

réussir la transformation progressiste de l'École

DANS CE NUMÉRO



ÉDITORIAL

L'exigence du changement.

Par Sébastien Laborde, secrétariat du réseau École

page 2



REFONDER L'ÉCOLE ?

PERSPECTIVES APRÈS LA CONCERTATION

L'école de l'égalité reste à construire. Prise de position
du groupe de campagne *Éducation* du Front de gauche

page 3

La difficulté scolaire et l'éducation prioritaire :
axes essentiels d'une réforme progressiste.

Par Franck Balliot, pour le collectif École PCF 13

page 5

Appel à débats et contributions

page 7



DOSSIER : LA FORMATION DES ENSEIGNANTS EN DÉBAT

Formation des enseignants. Où en est-on après la concertation ?
Interview de Claire Pontais (secrétaire nationale du SNEP-FSU)

page 8

La création des IUFM : 15 ans de luttes pour que le métier
d'enseignant soit objet de formation. Par Michel Henry

page 10

Enseigner peut s'apprendre ! Un documentaire à (faire) découvrir

page 15



DÉBATS ET ACTUALITÉS

Tous capables ! Retours sur le débat de la Fête de l'Humanité
par le GFEN et l'ADEP

page 16

Agenda

page 19

L'École dans l'Humanité

page 20

l'exigence du changement

Le président de la République a annoncé après la concertation sur l'école un certain nombre de mesures qui pourraient prendre corps dans le cadre d'une réforme de l'école. Il est à noter un changement profond de discours par rapport à ce que 10 ans de droite ont été en terme d'attaques et d'accentuation des inégalités sociales et scolaires. Il est aussi à noter la prise en compte d'un certain nombre de propositions portées, parfois depuis de longues années par les organisations syndicales ou de parents d'élèves. Néanmoins, le discours du président de la République, loin de clore le débat, pose un certain nombre de questions.

Le partage des savoirs dans toute la société est aujourd'hui un des enjeux de civilisation que la crise du capitalisme rend encore plus urgente à résoudre. Cela concerne l'école, mais aussi la formation professionnelle, l'accès aux savoirs et à la formation tout au long de la vie. C'est un enjeu démocratique, social, économique, c'est un enjeu de civilisation. La capitalisme en crise est aujourd'hui incapable de relever ce défi plongeant les sociétés du monde entier dans le recul de civilisation, attaquant la démocratie, la souveraineté des peuples, menant bataille contre l'aspiration profonde du monde du travail et de la création à être décideur des grandes orientations pour leur entreprise, leur territoire, leur pays.

Ce défi ne pourra être relevé dans un contexte de politique d'austérité et de mise sous l'éteignoir des aspirations populaires. Ouvrir une nouvelle phase de démocratisation scolaire est aujourd'hui une nécessité. Or, malgré les avancées, malgré le changement de discours, le projet présenté par le président de la République maintient les contradictions du système éducatif actuel.

L'éducabilité de tous s'oppose à l'idée de socle et d'individualisation des parcours. Comment donner dans l'école à chacun ce dont il a besoin tout en garantissant pour tous et toutes le même haut niveau d'ambition et de culture commune ? Ce n'est pas seulement la question des programmes ou d'un socle individualisé qui est posée, mais il s'agit d'interroger tous les acteurs éducatifs pour répondre à la question de la difficulté scolaire, du décrochage, de la sortie du système éducatif sans diplôme et sans avoir acquis une culture commune ambitieuse.

Pour relever ce défi, il ne faut pas moins d'école, mais plus d'école. Il faut aussi affirmer qu'il est possible d'élever le niveau de formation d'une classe d'âge dans son ensemble, et qu'il faut construire une école pour celles et ceux qui n'ont que l'école pour acquérir ce niveau ambitieux de formation. Il faut des moyens et une volonté politique affichée et assumée qui ne contourne pas les véritables débats qui se font jour dans la communauté éducative.

C'est l'ambition des communistes d'être utiles à ce débat et aux transformations de l'école. Des questions vont se poser très vite :

- **L'acte 3 de la décentralisation induit le risque d'accentuer le démantèlement du service public de l'éducation et de consacrer les inégalités territoriales.**
- **Le débat sur les rythmes scolaires doit s'ancrer sur une idée force : il faut plus et mieux d'école.**
- **La question des moyens ne peut être contrainte par le dogme de la réduction des déficits publics.**
- **La question des programmes doit se mener à partir de l'idée d'élever pour tous le niveau de culture commune en une école obligatoire de 3 à 18 ans.**
- **Dès aujourd'hui, la question de la difficulté scolaire doit être la priorité du gouvernement pour les années qui viennent : repenser sa prise en charge et son redéploiement doit être une exigence.**

Pour être utiles au changement et donc au rassemblement sur des contenus transformateurs prenant en compte les aspirations populaires, il nous faut poser dans le débat public des propositions qui donnent sens et corps à notre ambition qui je crois est aujourd'hui très largement partagée dans la communauté éducative et dans la société.

Sébastien Laborde, secrétariat du réseau École

GROUPE ÉDUCATION DU FRONT DE GAUCHE

l'école de l'égalité reste à faire !

Les élections du printemps dernier ont donné un coup d'arrêt à la politique d'agression et de casse systématique de l'École mise en œuvre sous les gouvernements de Sarkozy.

Et la promesse de « refondation de notre école » du nouveau gouvernement, appuyée par celle du rétablissement d'une partie importante des emplois supprimés, rabat aujourd'hui les cartes par tous ceux qui sont attachés à l'école publique. Mais est-ce suffisant ?

Pour construire l'égalité scolaire sur le principe de la réussite de tous et toutes, il ne suffira pas de détricoter quelques pseudo-réformes de la droite ni d'adapter le système aux canons de la Doxa éducative du moment. La crise de l'École est profonde, systémique.

Un véritable projet de refondation de l'ensemble du système éducatif suppose, comme nous l'avons défendu au cours de la campagne présidentielle et législative, de repenser une scolarité non ségrégative pour tous les élèves sans distinction d'origine, de statut social ou de territoire, ; de créer l'égalité dans les conditions d'accès à la culture la plus ambitieuse pour tous, sur un temps d'obligation scolaire porté de 3 à 18 ans; ce qui signifie aller à l'opposé du « socle commun de connaissances et de compétences » et d'une l'école à plusieurs vitesses.

Les replâtrages et l'ajustement aux injonctions de l'Europe libérale n'ont que trop duré. L'urgence, c'est de répondre aux aspirations à une école démocratique ! Le bilan de la concertation vient d'être remis, sans surprises, hélas, puisque le cadre qui a structuré les politiques éducatives depuis plus d'une décennie ne semble pas remis en cause.

Les thématiques choisies, lors de cette concertation, n'ont pas recouvert de nombreuses propositions nouvelles et ambitieuses des syndicalistes, des militants associatifs ou des chercheurs. Pour exemple, l'abrogation pure et simple de la concurrence scolaire n'était pas proposée comme une thématique à part entière. La référence au socle commun légué par Fillon est extrêmement insistante dans les documents de lancement de la concertation, comme dans le rapport final. Elle est adossée à l'idée d'une éducation à l'orientation et à l'insertion professionnelle (pour certains). Cette proposition s'éloigne ainsi d'un projet d'une école égalitaire. Bref, tout cela augure mal

L'échec scolaire n'a pas commencé avec Sarkozy, et le mouvement de démocratisation initié dans les années 60 est bloqué depuis plus de deux décennies. Le taux de scolarisation des 15/18 ans est en régression. Les ségrégations, les difficultés à enseigner et le délitement du service public par la compétition font toujours partie du quotidien des personnels et des familles. Pire, le carcan budgétaire imposé par le *Traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG)* risque de ruiner toute possibilité de transformer l'École.

des termes à venir de la futur loi d'orientation sur l'École.

La réussite scolaire, c'est pour tous

La réussite pour tous exige une réflexion globale sur le système éducatif, de la maternelle à la terminale, car le caractère cumulatif des inégalités tout au long de la scolarité est désormais connu.

Si la proposition de plus de professeurs par élèves à l'école primaire est à encourager, elle ne doit pas servir des logiques d'individualisation.

Or on ne peut que s'étonner de la reprise du thème de l'aide personnalisée créée par Xavier Darcos et qui a fait l'objet de nombreuses critiques quant à son inefficacité et à ses effets pervers.

Une école de l'égalité dénonce l'idéologie des aptitudes, des talents, mérites et compétences, inscrite dans la filiation des thèses du handicap socio-culturel, profondément régressives, stigmatisantes et récusées par la neurobiologie. Il n'y aura pas de refondation de l'école sans affirmation de la capacité de tous les élèves à entrer dans les mêmes apprentissages.

Face aux urgences, dégager des priorités

La lecture des thématiques retenues pour la concertation, et ce qui en est retenu pour le rapport final, étonne par leur étendue et leur absence de hiérarchisation. De nombreux thèmes méritent attention et appelle une vigilance particulière comme celui du décrochage scolaire ou du service public de l'orientation. D'autres ne font pas la démonstration de leur urgence comme celui des rythmes scolaires. Une approche plus sérieuse doit mettre nettement l'accent sur la question centrale à l'école, eu égard aux échecs massifs : la scolarisation des élèves issus des milieux populaires en précisant les moyens envisagés pour y parvenir. Le morcellement des questions abordées ne



l'école de l'égalité reste à faire !

permet pas une réponse à la hauteur d'une loi d'orientation. La question du climat scolaire, et de l'absentéisme, de la ségrégation scolaire ne peut trouver réponse qu'en empêchant la concentration des difficultés dans les mêmes établissements, et en interrogeant les logiques d'un système scolaire socialement ségrégatif. C'est dans le refus de la naturalisation des différences socio-culturelles que des réponses seront apportées à des comportements déviants.

L'autonomie des établissements scolaires tourne le dos à une meilleure efficacité de l'école : elle est la clé de voûte du libéralisme éducatif et de la concurrence scolaire. La situation dramatique des universités l'atteste.

Si l'assouplissement de la carte scolaire est à juste titre dénoncé, les contours de la reconstruction d'une nouvelle sectorisation doivent en urgence être mis en débat. Le dispositif ECLAIR, mis en place par la droite et qui a profondément déstabilisé les établissements en éducation prioritaire, doit être remis en cause. Il ne suffit pas pour soutenir les établissements les plus en difficulté de stabiliser des équipes (sans préciser les moyens d'atteindre cet objectif), ni d'encourager de manière générale les innovations, mais bien plutôt d'interroger la nature des problèmes rencontrés pour débattre de réponses efficaces, au-delà des dispositifs. En effet si des changements de structure sont nécessaires, la question des pratiques demeure brûlante et nécessite d'être clarifiée dans le cadre de la formation des enseignants.

L'égalité entre filles et garçons est toujours d'actualité. De façon insidieuse, l'école renforce les stéréotypes de genre et les enseignants comme les familles en sont peu conscients. Les manuels renforcent le plus souvent cette vision de la société. Or c'est à l'école, et dès le plus jeune âge, que s'apprend l'égalité entre les sexes. Basée sur le respect de l'autre, c'est une prévention des comportements et violences sexistes. L'orientation ne doit plus être sexuée mais doit assurer aux filles et garçons la même liberté de choix.

C'est pourquoi nous réaffirmons les douze propositions que nous avons énoncées lors de la campagne électorale. Pour nous un certain nombre d'axes de rupture sont incontournables :

Le premier est celui d'un **service public national d'éducation**, soustrait à la concurrence et à la compétition, assurant à tous et partout l'effectivité d'un droit à l'éducation et à la réussite. Cela implique d'abandonner la libéralisation de la carte scolaire et de construire démocratiquement un découpage des secteurs assurant une vraie mixité sociale. L'autre impératif est d'abandonner les dispositifs ÉCLAIR pour revenir à une politique d'éducation prioritaire territorialisée sur des critères sociaux. Enfin les moyens doivent aller prioritairement au service public.

Le second est d'affirmer clairement l'objectif d'une **scolarité obligatoire de 3 à 18 ans** et de s'en donner les moyens, d'une part en construisant une culture commune ambitieuse offerte à tous, d'autre part en développant des pratiques pédagogiques démocratiques et solidaires qui permettent la prise en charge de tous. C'est possible, cela existe.

Le troisième axe est d'instaurer **une formation des enseignants** articulant formation dans la ou les disciplines à enseigner et formation professionnelle, l'une et l'autre devant être de haut niveau, en lien avec la recherche et reconnues par un master. Cela nécessite du temps et une progressivité, incompatibles avec une formation concentrée en dernière année. Pour le permettre et pour faciliter l'accès de jeunes issus des milieux populaires à l'enseignement un véritable pré-recrutement est un impératif.

Tout cela implique un investissement dans le service public d'éducation et donc une politique budgétaire ambitieuse contradictoire avec toute forme d'austérité imposée.

LA DIFFICULTÉ SCOLAIRE ET L'ÉDUCATION PRIORITAIRE

axes essentiels d'une réforme progressiste

Pour le collectif École
PCF13
Franç Balliot
enseignant en lycée

Dès la rentrée scolaire 2011, rapports, annonces, réformes et décrets se sont succédés à un rythme jamais égalé. Ce qui pouvait apparaître comme un puzzle sans visée a fait sens et la cohérence du projet de transformation du système éducatif est devenue plus lisible. Les luttes, menées par les enseignants et parents d'élèves contre les suppressions de postes et les réformes ont permis de remettre l'école au centre du débat public, et d'en faire l'un des enjeux des dernières campagnes électorales. Le président Hollande en a fait un des axes majeurs de son programme. **Où en est-on aujourd'hui ?**

Les mobilisations ont déjà permis des avancées significatives : la fin du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux et l'embauche de 60 000 professionnels supplémentaires dans l'éducation, la priorité donnée au début de la scolarité donc à l'école maternelle et primaire, lieu où se construisent les fondements de la culture commune et où se jouent les prémices des difficultés constatées parfois plus tard, sont des bonnes nouvelles. De même, l'assouplissement, pour cette année scolaire, des directives concernant le livret de compétences et l'abrogation du décret sur l'évaluation des enseignants sont à mettre à l'actif des luttes menées ces dernières années. **Reste à refonder une école qui reproduit massivement les inégalités sociales et laisse sur le côté de nombreux jeunes.**

De ce point de vue, le rapport de la concertation « refondons l'école de la république » n'est guère enthousiasmant et il faut agir pour que la loi d'orientation qui sera soumise au parlement soit bien plus ambitieuse et rompe enfin avec les logiques libérales à l'œuvre dans l'école. Les réformes menées par la droite, socle commun, réforme des lycées professionnels, généraux et rétrécissement (voire disparition) de la voie technologique, et le dispositif ECLAIR ne sont pas remises en cause malgré leur rejet par une majorité des personnels et c'est dans leur continuité que le rapport fait des propositions !

Prenons l'exemple de la difficulté scolaire et de l'éducation prioritaire. Cela doit être un axe essentiel d'une réforme progressiste. D'abord, parce qu'il n'est pas admissible que 18% d'une classe d'âge sortent du système scolaire sans qualification et donc avec des difficultés d'insertion professionnelle mais aussi sociale et citoyenne énormes et souvent insurmontables.

Mais aussi parce que l'élévation du niveau de qualification que nous souhaitons implique de scolariser plus longuement et efficacement les jeunes qui quittent le système scolaire trop tôt et ces jeunes sont ceux des milieux populaires.

De ce point de vue, le rapport qui vient d'être remis au ministre de l'Éducation est bien léger. Si un passage traite bien du décrochage, peu de solutions novatrices sont apportées si ce n'est de « faire passer de 16 à 18 ans l'obligation de ne laisser aucun jeune sans solution » ou de « garantir un droit d'accès à la qualification et un « droit au retour » effectif pour tous ceux qui ont interrompu leurs études sans diplôme ». **Pourquoi pas la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans comme nous le proposons ? Quant aux décrocheurs, c'est un vœu pieux de penser que la formation « plus tard » sera efficace. Donnons plutôt les moyens à l'école d'empêcher ces décrochages.**

Sur l'éducation prioritaire, même manque d'ambition. Si nous partageons le fait d'en finir avec la multiplication des labels et l'attribution des moyens sur des critères clairs et transparents, on ne peut que constater l'absence de volonté d'une réelle relance de l'éducation prioritaire. Tout d'abord, restreindre son champ à quelques 200 à 350 établissements va laisser de côté une grande partie des enfants de milieu populaire. De même, la volonté affichée de restaurer une carte scolaire contraignante est insuffisante. Encore faut-il que de tels objectifs ne soient pas déconnectés d'un volontarisme politique en terme social et économique. Une carte scolaire, aussi bien pensée soit-elle, ne suffira pas à recréer de la mixité sociale dans les établissements dans certaines zones urbaines ou rurales où seules demeurent les catégories les plus fragiles.

Enfin et surtout, aucune analyse sérieuse des causes des difficultés scolaires n'apparaît dans ce rapport, ce qui explique sans doute la faiblesse des propositions. Les difficultés scolaires sont fortement corréliées à l'origine sociale des élèves, ce que Bourdieu nomme l'écart culturel entre les exigences et prérequis de l'institution et des enseignants et les réponses des élèves de milieu populaire. **Il faut au préalable être d'accord pour dire que tous les enfants ont les capacités d'acquérir un haut niveau de savoir et qualification.** D'ailleurs, contrairement à l'idéologie des « dons » recyclée sous forme de « goûts » et « compétences » ou de façon plus pernicieuse encore sous la forme du mérite, on constate que les difficul-



axes essentiels d'une réforme progressiste

tés scolaires ne sont pas prédéterminées mais se construisent tout au long du cursus et c'est souvent au collège qu'elles éclatent au grand jour alors même qu'elles sont apparues, sous forme masquées la plupart du temps pour les élèves, dès l'école primaire.

En effet, suivre des consignes et obtenir le résultat attendu par l'enseignant ne constitue pas nécessairement un moyen de construire un savoir et cela est d'autant plus vrai pour des élèves peu familiers de la culture scolaire. Si pour les enseignants, qui n'ont pas ou peu connu de difficultés dans leur scolarité, la bonne posture cognitive va de soi, il n'en est pas de même pour certains élèves qui sont davantage dans une posture de conformité – faire ce que l'on attend d'eux – sans pour autant saisir l'enjeu même de l'activité qui est de construire un savoir ou de permettre son appropriation. Et du coup le lien avec des activités ou des savoirs antérieurs n'est pas fait. Certains dispositifs pédagogiques censés faciliter le travail des élèves participent en fait à ces malentendus : le découpage en micro tâches permet à l'élève d'aboutir au résultat attendu, mais sans nécessairement en tirer sens car les différentes tâches ne sont pas reliées à un cheminement intellectuel, évident pour l'enseignant et les élèves imprégnés de la culture scolaire. Et l'élève peu familier de cette culture se retrouve seul pour découvrir l'objectif implicite de l'activité.

Face à ces difficultés, l'institution pousse à externaliser le traitement des difficultés via des aides personnalisées ou individualisées, et divers autres dispositifs mais, outre que les pédagogies mises en œuvre renforcent souvent une attitude de conformité, cela nie en plus le fait que les savoirs se construisent plus efficacement en interaction du groupe classe. Il ne s'agit bien évidemment pas de jeter aux orties les pratiques actuelles des enseignants, mais bien de prendre conscience de leur limites, de mesurer le poids des injonctions dans ce qu'elles limitent l'efficacité des enseignants et surtout de réfléchir à une prise en compte réelle, à l'intérieur de l'école, de l'écart entre la culture des enfants qui arrivent à l'école et la culture scolaire nécessaire à l'acquisition des savoirs.

En plus des moyens massifs en personnels que cela nécessitera, cela ouvre aussi d'autres pistes de réformes :

- **Une réelle démocratisation implique que « l'école » change de modèle de référence ;** le modèle actuel est celui de l'élève issu d'un milieu suffisamment « cultivé » pour l'avoir mis au fait de la culture scolaire nécessaire à sa réussite. L'école doit prendre désormais pour modèle l'enfant qui n'a que l'école pour apprendre et donc inscrire dans le cadre scolaire la prise en charge de l'acquisition de cette culture scolaire. Cela implique aussi que les contenus des programmes intègrent toutes les cultures dont les cultures populaires et l'histoire sociale.
- **La formation des enseignants, initiale et continue, doit être une priorité** pour qu'ils puissent avoir un retour réflexif sur leurs pratiques et des temps de réflexion pédagogique inclus dans leur service. Les enseignants doivent avoir la maîtrise de l'organisation leur travail, la maîtrise d'une véritable liberté pédagogique ancrée dans une solide formation. Ils doivent être en lien constant avec la recherche, capables de maîtriser aussi bien des contenus disciplinaires de haut niveau que les enjeux pédagogiques. Être au cœur du dialogue « enseignement/recherche », indispensable à la fois à la recherche et à l'enseignement. Le statut d'enseignant-chercheur prend là tout son sens.
- Comme les autres métiers, le métier d'enseignant ne peut s'exercer seul dans son coin. **Le travail en équipe est une nécessité. L'école doit être « un cœur de démocratie », un lieu de production et de partage de culture.** Il faut repenser le temps de travail des enseignants, réduire le temps d'enseignement (sans réduction de temps pour les élèves) et augmenter le temps pour réfléchir, penser, agir collectivement.
- **De véritables équipes pédagogiques pluri-professionnelles doivent se mettre en place :** enseignants spécialisés ou non (type RASED), éducateurs, conseillers d'orientation psychologues, assistantes sociales... qui permettent de croiser et d'enrichir les regards.

appel à débats et contributions

A peine commencée, la grande concertation lancée par le gouvernement est déjà terminée ! Mais le débat, lui, continue : quelle école voulons-nous construire pour demain ? À quelles conditions l'école pourra-t-elle assurer la réussite de tous les élèves ? Donner aux hommes et aux femmes de demain les moyens de maîtriser leur avenir ? Le réseau École lance une grande campagne de débats et de réunions de travail.

Sur quoi légiférer à propos de l'école au regard de la loi en cours d'orientation en cours d'élaboration ? Des ateliers thématiques dans les fédérations, les sec-

tions ou les collectifs Front de gauche pourraient faire des propositions à partir d'entrées thématiques.

Nous pourrions ainsi faire monter l'exigence d'une transformation progressiste de l'école, tout en aidant nos parlementaires à prendre position sur la loi qui sera proposée par le gouvernement et à mener la bataille d'amendements.

Le réseau École est à votre disposition pour aider à l'organisation de ces rencontres, contacter des intervenants ou fournir des argumentaires :

reseau.ecole-pcf@orange.fr

Quelques exemples de thèmes à mettre en débat

- Tous capables, vraiment ? un haut niveau de culture et de savoirs pour tous ? seulement une question de moyens ou bien aussi de pratique du métier ? et de visée de société ?
 - Les politiques éducatives : ambition sociétale et dimension européenne
 - Quelle formation des profs ?
 - L'enseignement professionnel, comment ?
 - Éducation prioritaire : où, pour qui ?
 - L'école rurale
 - École et territoires... Rythmes ? autonomie ?
 - La scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, pourquoi ?
 - « Priorité au primaire », ça veut dire quoi ?
 - Quelle nouvelle carte scolaire ?
- Etc.

FORMATION DES ENSEIGNANTS

*où en est-on après la consultation
et l'annonce d'un recrutement exceptionnel en 2013
avec l'ouverture d'un concours supplémentaire ?*

Nous avons posé cette question à Claire Pontais
secrétaire nationale du SNEP-FSU, syndicat des professeurs d'EPS.

entretien réalisé par

Marine Roussillon

Les rapporteurs viennent de tirer les conclusions de la consultation à laquelle tu as participé. En ressort-il des éléments susceptibles de remettre le chantier de la formation des enseignants sur des bons rails ?

L'urgence de redynamiser la formation continue, qui est totalement sinistrée, a été unanime mais c'est surtout la formation initiale qui a été traitée dans la commission. Il en ressort que **nombre d'idées que nous portons depuis longtemps font aujourd'hui consensus** : la nécessité de penser la formation des enseignants sur une longue durée, dès la licence jusqu'à l'entrée dans le métier et de concevoir une formation « intégrée », c'est-à-dire articulant dimension disciplinaire et professionnelle ; la nécessité de recruter sur la base d'un concours qui comporte des épreuves professionnalisantes ; d'avoir une « école » au sein des Universités (qui s'appellera ESPE : École supérieure du Professorat et de l'Éducation) qui permette notamment une formation en lien avec la recherche, la formation des formateurs, des tuteurs et la coopération entre tous les acteurs concernés ; le tout avec un cahier des charges national.

Devant le « manque de vivier », c'est-à-dire le faible nombre de candidats au concours (pour mémoire, l'an dernier 706 postes n'ont pas été pourvus), l'idée de pouvoir accéder au concours par différentes voies qui a été portée par des syndicats de la FSU apparaît aujourd'hui comme une piste de travail sérieuse, ainsi que celle des pré-recrutements pour attirer des étudiants en plus grand nombre et assurer la diversité sociale des enseignants.

Ce n'est pas rien, nombre de ces points ne faisaient pas accord il y a 4 ans ! Est-ce un vrai consensus ou un consensus de façade ?

Il reste bien sûr des débats en rapport avec la conception que les uns et les autres ont du métier. **Des propositions peuvent aussi être travesties. C'est le cas de « l'alternance »** : tout le monde est pour des formes d'alternance entre l'université et les établissements scolaires, mais pour nous, une formation « en alternance » exclut que les étudiants soient considérés comme des moyens d'enseignement.

C'est aussi le cas des pré-recrutements qui pour certains peuvent être des « emplois d'avenir » qui donnent une rémunération à l'étudiant tout en lui imposant un temps de travail en établissement d'environ 12 h, alors qu'un pré-recrutement sous statut d'« élève professeur » est un salaire pour étudier (des études très exigeantes) et réussir au concours. Les « emplois d'avenir » sont certes une allocation, mais ne mettent pas sur un pied d'égalité les étudiants de milieux défavorisés et les autres. Mais l'idée même de pré-recrutement a avancé. Ils étaient considérés comme totalement utopiques il y a 3 ans (seule la FSU portait cette revendication) et apparaissent aujourd'hui comme la solution pour non seulement attirer des étudiants, mais aussi « sécuriser » leurs parcours.

Il y a aussi des débats sur « l'École supérieure », notamment avec les universitaires qui perçoivent cette école comme une institution concurrente aux autres composantes de l'Université.

Quelle sera la place du concours, qui était un point de désaccord ?

Nous ne savons rien officiellement sur cette question. Mais alors que la consultation n'était pas encore terminée, plusieurs indices ont laissé penser que le choix de replacer le concours en Master I était entériné... mais nous attendons toujours la décision du ministre sur cette question.

La place du concours reste un sujet sensible, source de désaccords. Selon le Recteur Boissinot lui-même, rapporteur de la commission, deux positionnements gardent la cohérence du master, qui dure deux ans et est délivré par l'Université : le concours en L3 (l'État recrute d'abord et forme ensuite), mais cette hypothèse entérine une formation successive (d'abord disciplinaire puis professionnelle), et le concours en fin de M2 (que nous défendons), mais cette hypothèse nécessite de la part de l'État des pré-recrutements en Licence, pour que de nombreux étudiants, notamment ceux issus de milieux non favorisés, s'orientent dans cette voie. La troisième position, le concours en M1, est la moins cohérente car elle coupe le master en deux. Elle remettrait en cause nombre de beaux principes énoncés plus haut et qui ont fait consensus dans la consultation.

où en est-on après la consultation...?

Le ministre vient pourtant d'annoncer un concours exceptionnel supplémentaire en juin 2013 qui sera ouvert aux étudiants de master 1...

Oui, la logique de formation est percutée par le besoin de recrutement. Avant même la fin de la consultation, le MEN a annoncé qu'il recruterait près de 43 000 étudiants en juin 2013, pour remplacer les départs en retraite et assurer une décharge aux fonctionnaires stagiaires à la rentrée 2014 (promesse de Hollande). Pour avoir un vivier de candidats suffisant dans toutes les disciplines et/ou régions, il choisit d'organiser une deuxième session de concours en juin 2013 ouverte aux étudiants de M1. Ainsi 22 100 étudiants seraient recrutés par le premier concours (M2) et 21 350 par le deuxième concours (ouvert aux M1). Les étudiants de M2 pourront donc passer deux concours cette année (Détails sur le site du MEN : <http://www.education.gouv.fr/cid61638/projet-de-loi-de-finances-2013.html#1>).

Ce concours 2013 bis ne sera pas totalement en M1, mais étalé sur deux ans : admissibilité en juin 2013 (M1), admission en juin 2014 (M2). Les admissibles ne seront pas encore fonctionnaires-stagiaires en master 2, mais contractuels. Ils effectueront un tiers temps devant les élèves (6h par semaine), payé à mi-temps. **Nous serons donc dans un schéma de type « master en alternance » que nous avons connu sous Chatel et qui suscite d'emblée beaucoup d'interrogations.**

Notons également la rémunération n'est pas très attractive ! **La question de la revalorisation salariale du métier d'enseignant reste d'actualité.**

À première vue, ce dispositif ne permet pas vraiment de mettre en œuvre les principes de formation « intégrée », mêlant intimement formation académique et professionnelle dès la licence !

C'est visiblement « Bercy » qui a piloté le choix alors qu'il aurait dû découler d'une conception affirmée de la formation des enseignants. Nous nous félicitons bien entendu des créations de postes, mais nous sommes effectivement inquiets. **Il ne faudrait pas que ce recrutement supplémentaire se fasse au détriment de la formation. Le concours positionné en fin de M1, qui plus est réparti sur 2 années, consacre une formation coupée en deux, d'abord académique, puis professionnelle.** C'est un retour en arrière considérable, pour nous professeurs d'EPS notamment, qui avons depuis longtemps une formation universitaire professionnelle (avec des stages dès L2, un CAPEPS avec épreuves professionnelles). La première demande de la FSU a donc été que ce sché-

ma qui correspond à une urgence soit pensé comme transitoire et n'obère pas l'avenir, notamment en terme de place du concours (<http://www.fsu.fr/Concours-de-recrutement-2013-Une.html>).

Mais il ne suffira pas de recruter 4 mois plus tôt ou changer la place du concours pour enrayer la crise de recrutement. **Il faut anticiper les années suivantes et commencer dès maintenant à pré-recruter en L3. Il faut aussi revaloriser le métier** pour attirer des jeunes diplômés, notamment dans les disciplines scientifiques. Ce concours supplémentaire doit aussi permettre de réparer des injustices et être accessible aux victimes de la période Sarkozy (contractuels, salariés reconvertis et précaires, aides éducateurs, etc.). C'est un moyen d'enrayer la précarité. Il faut aider tous les candidats à mieux préparer le concours en assurant des préparations de qualité, en leur donnant des aides financières, faute de quoi, dans nombre de disciplines, des postes ne pourront pas être pourvus.

Si j'ai bien compris, il y aura 40 000 jeunes enseignants sans véritable formation professionnelle devant les élèves à la rentrée 2013... quelles sont vos demandes ?

En effet, les admis aux concours 2013 n'auront pas eu, pour la majorité d'entre eux, de formation professionnelle digne de ce nom. Les étudiants de master 2 seront en responsabilité de classe pendant six heures, eux aussi sans formation professionnelle. **Il est inenvisageable pour le SNEP et la FSU d'avoir une nouvelle vague de sacrifiés totalement inexpérimentés devant des classes.** Il faut prévoir dès maintenant tout le dispositif et les moyens afférents pour garantir la meilleure formation possible et la qualité du master délivré, comprenant notamment une partie de recherche. Un travail commun entre l'université et le rectorat doit s'enclencher rapidement autour des stages. Un accompagnement de qualité doit se faire au plus près du terrain, en lien avec le lieu de formation. La formation de tuteurs en grand nombre pour la prochaine rentrée est impérative...

Pour résumer, nous attendons du ministre des déclarations qui stipulent que ce concours 2013 restera bien exceptionnel pour pourvoir effectivement les postes annoncés, qu'il sera accompagné de mesures transitoires ambitieuses (avec les moyens en conséquence) pour permettre une réelle qualité de la formation et la mise en chantier d'une véritable refondation de la formation et de l'accès au métier, impliquant tous les acteurs concernés.

LA CRÉATION DES IUFM

15 ans de luttes pour que le métier d'enseignant soit objet de formation

Michel Henry
Besançon

L'année 2012-2013 va être décisive pour rétablir une formation initiale des enseignants que les années Sarkozy ont massacrée.

La structure IUFM ne peut être reproduite telle quelle, dans un contexte très différent, où le recrutement au niveau Bac + 5 s'est imposé. Il serait de plus inconscient de ne pas tenir compte de l'expérience acquise par vingt années de fonctionnement des IUFM, avec leurs succès et leurs échecs.

Parmi les enseignements que nous pouvons en tirer, il y a le cadrage national des contenus de formation. Mais n'oublions pas que le succès au démarrage des IUFM a été dû pour une bonne part aux nombreuses allocations d'études attribuées pendant quelques années aux étudiants les plus méritants.

L'allongement de deux années des études universitaires, que la réforme en préparation va devoir intégrer, pose inévitablement la question de la place et

des contenus des concours de recrutement. Les réponses sont en débat, mais il me semble incontournable de les poser en termes de **pré-recrutements**, pour qu'elles puissent prétendre à une certaine cohérence, dans un contexte de pénurie dramatique de candidatures dans certaines disciplines. Si un dispositif de type IPES avec engagement décennal, recrutant à Bac + 2 ou Bac + 3, pourrait être une réponse, il ne semble pas devoir s'imposer aux responsables politiques actuels qui auront à en décider. Puissent les travaux engagés dans différentes instances, notamment les syndicats, infléchir la décision dans ce sens.

Pour étayer ces travaux, il n'est pas inutile de revenir sur le contexte dans lequel les IUFM ont été créés, ainsi que sur les ambitions affichées à l'époque. Je livre ici un témoignage d'un des acteurs engagés, militant pendant 15 ans pour la réforme de la formation des maîtres, comme on disait, tant attendue par les enseignants et les familles.

CONTEXTE ET INNOVATIONS EN FORMATION DES MAÎTRES AVANT LA RÉFORME DE 1990**Le contexte**

Proposons seulement quelques points de repère. La création d'Instituts de Formation des Maîtres faisait partie des revendications portées notamment par les syndicats de la FEN qui avait organisé en 1974 des assises intitulées « Former des Maîtres ». Ces assises avaient montré l'importance de structures ad hoc au sein des universités, pour sensibiliser assez tôt les étudiants souhaitant devenir enseignants aux implications de la formation à ce métier. En 1982 naissait le premier service commun de formation des Maîtres à l'Université Joseph Fourier de Grenoble, l'IFE. Le second, le CUFoM était créé à Besançon en 1984 en réponse aux revendications syndicales. Le mouvement de création des services communs universitaires de formation des Maîtres s'est amplifié entre 1984 et 1986, jusqu'à concerner environ 45 Universités. Ils ont eu pour tâche principale de faire des propositions pour insérer dans les formations des premiers et seconds cycles universitaires un zeste de professionnalisation vers les métiers de l'enseignement, comme cela était aussi le cas pour les autres filières professionnalisantes.

Il faut dire que la situation n'était pas satisfaisante. L'échec en DEUG, relativement important, accompagnait un défaut significatif d'orientation des étudiants

dont les études restaient très académiques. En particulier, celles-ci n'intégraient aucune préparation aux débouchés réels, alors que les tensions sur le marché de l'emploi des cadres se précisaient. La « massification » n'était pas encore un mot à la mode, bien que l'ouverture des collèges à tous les élèves, à la faveur de la réforme de 1985, préparait ce processus. **Le contexte du début des années 80 voit donc la nécessité d'une adaptation des formations universitaires aux réalités présentes et prévisibles du terrain de l'emploi de haut niveau.**

Concernant le recrutement des enseignants et leur formation, la situation n'était pas très brillante :

- Vu l'augmentation programmée du nombre des élèves des collèges et des lycées, on avait une perspective de grande pénurie dans tous les degrés et toutes les disciplines, pénurie aggravée par les départs prévisibles à la retraite des anciens, issus des recrutements massifs qui avaient pris en compte le baby-boom des années 50.
- Les filières universitaires conduisant à l'enseignement étaient mal identifiées, les Écoles normales étaient en mutation constante depuis le passage de leur recrutement du niveau bac au niveau bac + 2 avec la création du « DEUG instituteurs ».



la création des NFM

- Il fallait concilier le souhait contradictoire des instituteurs de voir améliorer leur niveau de qualification (et de rémunération), tout en restant dans le cocon du premier degré dont les objectifs de formation étaient plus proches des réalités de la classe que des études universitaires abstraites.
- Pouvait-on rénover les concours CAPES et Agrégation, purement académiques, faisant une large place à l'habileté acquise lors des examens universitaires sur table et aux oraux formels, pour y intégrer des éléments de nature professionnelle ?
- Pouvait-on rénover la formation pratique et pédagogique des Centres pédagogiques régionaux, laissée à l'entière initiative des IPR et des tuteurs pédagogiques, pas particulièrement préparés à cela et ayant tendance à réduire la formation au métier à une formation par imitation ?

Ainsi les débouchés largement ouverts dans l'enseignement secondaire risquaient de provoquer la dévalorisation des concours, au moment où se posait avec acuité la question d'une formation et d'un recrutement plus adaptés à ce que l'on appelait « les nouvelles compétences » attendues chez les jeunes enseignants.

Formation à de nouvelles compétences

La définition et la formation de ces nouvelles compétences a été l'un des premiers enjeux des débats ayant accompagné la réforme de la formation des Maîtres. **Il s'agissait d'affirmer avec force que le haut niveau de connaissances disciplinaires acquises par les études universitaires, sanctionnées par une licence ou une maîtrise et discriminantes au niveau des concours, était loin de suffire pour armer les enseignants à un métier en pleine mutation.** Le public des élèves en évolution rapide, ne se satisfaisait plus d'un enseignement abstrait et formel. L'hétérogénéité dans les classes, constatée par les enseignants, méritait attention et attendait des propositions d'adaptation. Bref, il fallait que tout un chacun puisse donner du sens à ses connaissances. Au delà de la dimension pédagogique qui méritait, elle aussi, un sérieux toilettage, c'était plus profondément le sens à donner aux objets de savoir et la manière de gérer les apprentissages qui prenaient place parmi les objectifs essentiels de la réforme de la formation des Maîtres. Ainsi la formation disciplinaire devait-elle être accompagnée d'un approfondissement de nature épistémologique, reliant cette démarche aux questions didactiques nouvelles posées dans ce contexte.

Par ailleurs, des informations de base de nature psycho-sociologique semblaient s'imposer. Dans cette

perspective, la réflexion engagée au sein de l'ARCUFFEF, aboutissait en mai 1989 à des propositions de changements dans la formation des enseignants, résumant en 8 points les compétences à former :

Les points fondamentaux de la formation des enseignants (document ARCUFFEF du 22 mai 1989). Pendant tout le temps de sa formation, un futur enseignant doit acquérir à la fois :

- 1- des savoirs fondamentaux dans un ou plusieurs champs disciplinaires, actualisés en fonction des résultats des recherches ;
- 2- des compétences en matière de didactique des disciplines ;
- 3- des connaissances relatives à leur histoire, à leur épistémologie, aux conditions sociales de l'élaboration de leurs concepts fondamentaux ;
- 4- une initiation à la recherche expérimentale ;
- 5- des méthodes d'analyse de situations de formation, conçues en sciences de l'éducation et en sciences humaines ;
- 6- des savoir-faire élaborés à partir de l'analyse des pratiques d'enseignement et de l'adaptation des connaissances dans la perspective de leur enseignement et de leur apprentissage ;
- 7- une capacité à concevoir des activités interdisciplinaires dans le cadre d'un travail en équipe ;
- 8- une compétence étendue dans le domaine de la communication.

Le fond du débat portait moins sur la reconnaissance de ces nouvelles compétences que sur l'idée qu'elles pouvaient être objet de formation. En réalité ces compétences n'étaient pas vraiment nouvelles par rapport aux habiletés pédagogiques traditionnelles, mais elles prenaient une importance nouvelle dans le contexte où se déroulait la pratique enseignante. Cependant, cet objectif de formation devait s'appuyer sur un corpus de connaissances issues des Sciences de l'Éducation et révélait sa maigreur : sur quels travaux s'appuyer pour valider telle ou telle déclaration, telle ou telle présentation dans l'approche d'une question d'enseignement ? La relation enseignante, dans sa nature individuelle, peut-elle être l'objet d'une connaissance analytique de type scientifique ? À quels effets non contrôlés peut-on s'attendre en enseignant à de jeunes étudiants des théories didactiques en voie d'élaboration, et dont l'abstraction parfois excessive laisse rêveur quant à leur statut d'outil d'analyse des situations de classe (du moins à la disposition des enseignants) ? On pourrait multiplier ces questions encore en débat. Elles



la création des IUFM

ont le mérite de situer les enjeux de la formation des maîtres, d'être de vraies questions, incontournables.

La création des préprofessionnalisations

Ces questions ne pouvaient être réglées par la théorie. Elles attendaient cependant des réponses. Cette préoccupation semblait partagée par le cabinet du ministre (Edgar Faure) de l'époque. En février 1985, une circulaire prioritaire à l'intention des Recteurs et Présidents d'Universités, organisait en trois points la préprofessionnalisation :

EN PRIORITE... Circulaire n° 85-061 du 14 février 1985, [organisant la] « Mise en place en 1984-1985 de la première année de la préprofessionnalisation aux métiers de l'enseignement, de la formation et de l'éducation dans les premiers cycles universitaires »

[...] 1- Organisation de stages de sensibilisation dès la première année, largement ouverts aux étudiants intéressés par le secteur éducatif.

2- Organisation de stages en situation éducative pendant la deuxième année. [...]

3- Mise en place de modules spécifiques de formation correspondant à différentes questions soulevées par la fonction éducative (connaissance de l'enfant et de l'adolescent, connaissance des systèmes éducatifs, éventuellement éléments de rééquilibrage disciplinaires). [...]

Signé : Pour le ministre et par délégation :
le directeur du Cabinet, Y. MOREAU

La mise en place des préprofessionnalisations dans les premiers cycles universitaires devait resserrer les liens avec les Écoles normales, qui contribuaient à l'organisation des stages et à l'encadrement des modules, tout en rendant plus vivaces les différences de cultures entre ces deux institutions.

Avec les préparations aux concours de recrutement des élèves-instituteurs, un nouveau paysage universitaire s'installait, qui attendait une mise en cohérence nationale et un cadre institutionnel mieux identifiable. En quatre années de pratique des préprofessionnalisations et de collaborations avec les Écoles normales, l'idée ancienne d'une structure universitaire fédérative pour l'ensemble de la formation initiale des maîtres faisait son chemin. Elle s'imposait comme la réponse inéluctable à la nécessité de moderniser cette formation, tout en prenant en compte la demande des instituteurs de porter leur recrutement au niveau de celui des certifiés. Il restait à préciser la place des préparations aux CAPES et Agrégations. Œuvrant dans cette direction, l'ARCUFEF, de 1986 à 1989, organisait des colloques, publiait les résultats de ses enquêtes sur le développement des prépros, présen-

tait des exemples de contenus et, en juillet 1989, avançait des « propositions pour un nouveau cursus de formation ». Ces propositions articulaient sur 5 années une progression cohérente reliant les préprofessionnalisations en premier et second cycle universitaires avec une formation plus professionnelle en deux ans. L'accent était mis sur la relation théorie-pratique et le texte soulignait l'importance de l'accès à la recherche pour les futurs enseignants, par le biais par exemple de l'élaboration d'un mémoire professionnel.

Préprofessionnalisation et formation en didactique

En 1985, nous n'avions pas d'expériences suffisamment avancées pour illustrer le débat sur la pertinence et la faisabilité d'une formation didactique pour les futurs enseignants, faute d'une volonté réelle d'adaptation du système universitaire, et faute d'un cadre où l'innovation pouvait librement se construire. Cependant, il apparaissait de plus en plus nécessaire de donner une suite cohérente aux préprofessionnalisations de premiers cycles, notamment pour les étudiants s'orientant vers le professorat des collèges et lycées.

Pourtant, cette controverse, elle aussi, ne pouvait être réglée seulement par la théorie ou par des discussions de « bistrot ». Une expérimentation semblait devoir être utile pour avancer. Dans la même perspective, à la faveur d'appels d'offres de la DESUP, des UV de seconds cycles intégrant une initiation aux didactiques des disciplines ont ainsi été créées dans un certain nombre d'Universités. À l'origine, ces formations avaient pour objectif de présenter aux étudiants les quelques concepts les plus simples utilisés dans les théories didactiques, et de mettre à leur portée un vocabulaire utile pour décrire et peut-être analyser les situations de classes qu'ils pouvaient observer au cours d'un stage d'un trimestre. Cette initiation devait également être mise à profit pour enrichir la formation pratique prévue en deuxième année d'IUFM.

Même si l'aspect abstrait de certaines parties ne semblait pas trop rebuter les étudiants habitués par ailleurs aux hautes abstractions, il apparut progressivement que l'intérêt de cet enseignement ne se situait pas véritablement au niveau de la didactique elle-même, mais plutôt au niveau des questions d'enseignement qu'elle permettait d'aborder. Ce qui devenait important, c'était de pouvoir comprendre les difficultés et obstacles rencontrés par des élèves de collège ou de lycée. Ce questionnement débouchait alors naturellement sur l'appel au vocabulaire de



la création des IUFM

la didactique, utilisé sans doute naïvement dans son sens imagé, mais se révélant assez efficace. Cela, sans exclure une certaine progression dans l'acquisition de ce vocabulaire et des concepts élémentaires qui le justifient.

Un travail plus approfondi sur la nature épistémologique des obstacles les plus durs montre alors comment l'analyse didactique se nourrit des connaissances en jeu, de leur élaboration historique et de leur sens épistémologique. Réciproquement, l'intérêt des étudiants pour les questions épistémologiques n'est pas spontané, mais s'éveille remarquablement si

elles sont issues d'un questionnement didactique. Ainsi, il ne s'agit pas d'un cours de didactique théorique tel qu'on peut le proposer en Master, ni d'exposés d'Histoire et d'Épistémologie comme on en apprécie lors des colloques spécialisés. Il s'agit de découvrir le fonctionnement de quelques outils d'analyse dans des situations d'apprentissage où l'on observe la manifestation d'obstacles majeurs.

Le terrain essentiel de cette formation reste le stage d'observation de classe et son moteur se trouve dans la préparation d'un mémoire mettant en application ces outils.

LE TRAVAIL DE LA COMMISSION « BANCEL » ET LA CRÉATION DES IUFM

L'élaboration du rapport « Bancel »

Dans ce contexte en évolution rapide, un consensus se dégagait pour intégrer dans les mêmes Instituts de formation des maîtres les structures existantes : EN, ENNA, et CPR pour la formation des professeurs du second degré. Le nouveau ministre (Lionel Jospin) demandait à son conseiller, le Recteur Bancel de réunir une commission d'une trentaine d'« experts » pour proposer une sorte de « cahier des charges » pour ces futurs Instituts.

La commission fut installée en juillet 1989, et prolongea ses réunions jusqu'à l'hiver 89-90. Le Recteur Bancel remit son rapport au printemps 90 et la loi d'orientation sur l'éducation de juillet 1990 créa les IUFM. Le cadre statutaire (Instituts d'Universités ou établissements indépendants bien que « rattachés » ?) fut d'emblée exclu des compétences de la commission, le ministre ayant fait le choix d'un statut d'établissement à caractère administratif. De l'ensemble des débats très constructifs qui s'y déroulèrent, il apparut trois grands thèmes à traiter :

- dégager les raisons d'une réforme de la formation des Maîtres, notamment les changements dans le métier d'enseignant,
- resserrer l'articulation théorie-pratique, notamment la place des stages dans la formation,
- suggérer un plan général de formation, notamment situer la place des concours.

Cette dernière question fut une pomme de discorde entre les partisans du concours d'entrée à bac + 3, les positions syndicales pour le recrutement des enseignants à bac + 4, les tenants d'un concours de sortie à bac + 5. Le Recteur Bancel a fini par trancher et recommander les concours à mi-parcours du plan de formation, ce qui s'avérera déterminant.

Ingrédients pour les plans de formation en IUFM

Ainsi les plans de formation en IUFM étaient-ils cadrés dès l'origine par la place des concours, la première année combinant préparation au concours et ouverture professionnelle par le biais de stages de pratique accompagnée, la deuxième année serait plus centrée sur la préparation au métier dans ses composantes didactiques et pédagogiques, en liaison étroite avec les stages en responsabilité.

L'ARCUFEF s'associait à ce schéma et publiait en juin 1990 un document proposant des grands principes pour la formation dans les futurs Instituts universitaires de formation des maîtres, accompagnés de ce qui pouvait être une ébauche de plan de formation, avec un exemple de découpage en modules montrant la faisabilité.

Document ARCUFEF du 27 juin 1990 :

Contenus et articulation des formations pour les étudiants et stagiaires des IUFM

N.B. Ce document indique les grandes orientations dans les contenus de formation pour les élèves des IUFM, proposés par l'ARCUFEF. À partir des principes énoncés ci-dessous, il propose un modèle d'organisation de la formation qui devra être adapté à chaque discipline et à chaque situation locale...

Principes :

I - Équilibre pendant les deux années d'IUFM entre la formation de base et la formation professionnelle, en continuité avec les enseignements universitaires, en particulier ceux de licence, et en prolongement des préprofessionnalisations lorsqu'elles existent. Articulation de la formation en trois dimensions:

A - Enseignement disciplinaire et/ou rééquilibrage de connaissances.



la création des IUFM

B- Connaissance de la discipline ou des champs disciplinaires d'enseignement, didactiques, insertion de la discipline dans le fonctionnement du système d'enseignement.

C- Formation au métier: tronc commun, stages.

Résumons les autres principes :

2- individualisation de la formation par une structure en modules capitalisables,

3- possibilité d'acquisition d'une maîtrise universitaire,

4- mise en place d'un tronc commun de formation au métier

5- importance de l'articulation théorie-pratique, étalée sur les deux années,

6- préparation d'un mémoire professionnel,

7- nouveaux concours nationaux de recrutement à bac + 4, adaptés à la formation, avec un équilibre entre connaissances de base et acquisitions professionnelles...

Le sixième principe fut considéré comme fondamental pour que les futurs enseignants soient amenés à approfondir une expérience personnelle, une analyse de pratique ou une première recherche sur un thème relatif à l'éducation ou à l'enseignement et à l'apprentissage. La rédaction d'un mémoire professionnel a aussi pour objectif de leur donner l'occasion d'être confrontés aux exigences de l'écriture : rigueur, clarté et références bibliographiques.

Voici un extrait des recommandations données en début d'année aux stagiaires PLC2 de mathématiques à l'IUFM de Franche-Comté dans les années 90 :

La formation professionnelle n'atteindrait pas ses objectifs si elle ne plaçait pas le jeune enseignant dans une position d'analyse de sa propre pratique, lui permettant ce pas de côté nécessaire à la recherche de choix pédagogiques différents, à la réflexion critique sur les contenus enseignés, à la clarification des objectifs didactiques et éducatifs.

Ce pas de côté est constamment nécessaire pour les enseignants même chevronnés ; sans lui ils ne pourraient répondre aux attentes du système éducatif : renouvellement des connaissances, innovations didactiques et pédagogiques, adaptation aux publics variés des élèves.

Le mémoire professionnel est un élément moteur pour cette recherche permanente qui fait l'originalité du métier d'enseignant, et sa difficulté. Il est le prétexte à une réflexion épistémologique et didactique, à un travail plus approfondi qu'à l'ordinaire sur un objectif d'enseignement et sur le **montage des séquences** pour l'atteindre. Il peut conduire les stagiaires à une expérimentation contrôlée et analysée.

Dans la diversité des régions, les IUFM se sont heurtés aux mêmes problèmes de fond et ont, semble-t-il, apporté des réponses convergentes. Les mêmes causes produisent-elles les mêmes effets ? Ou la concertation entre formateurs et entre directions des IUFM a-t-elle engendré des développements non indépendants ? Il conviendrait de dégager ce qui est de l'ordre de la nécessité de ce qui reste comme ouvertures pour repenser la formation.

Ces rappels « historiques » ne se veulent en aucun cas donneurs de leçons dans le contexte actuel tellement différent. Les formations en IUFM, dans des conditions locales spécifiques, ont certes connu certaines dérives quand le recrutement des formateurs a pu poser la question de leur propre formation au sein d'universités enclines à récupérer des moyens en enseignants-chercheurs. D'autres travers ont été soulignés par les jeunes professeurs issus de ces formations, regrettant un statut bancal entre celui d'étudiant en fin d'études et celui de presque enseignant en responsabilité.

Cependant, durant ces 20 années de fonctionnement, les IUFM ont rempli leur mission. La future réforme ne pourra faire l'impasse de l'expérience qu'ils ont promue comme formation au métier d'enseignant.

UN DOCUMENTAIRE À (FAIRE) DÉCOUVRIR...

Enseigner peut s'apprendre !

« **2** ue ce village gaulois qui a, jusqu'ici, résisté à l'entreprise de destruction systématique de la formation des enseignants, soit la petite graine qui permette l'avenir au lieu de rester l'exception » : tel est le vœu final formulé par Jean-Paul Julliard, ex-professeur d'EPS aujourd'hui à la retraite, qui a enseigné douze ans à l'UFRSTAPS de Lyon, dans un DVD intitulé *Enseigner peut s'apprendre !* qu'il a réalisé. Ce « village gaulois », c'est précisément l'UFRSTAPS de Lyon qui a, selon lui, « fait plus que résister [à la réforme de la maitrise] en innovant et proposant un dispositif de formation des enseignants d'EPS totalement original ».

Jean-Paul Julliard propose dans la première partie de son DVD une présentation de cette formation « intégrée » qui s'étale du début de la licence à la fin master dans le cadre d'une « alternance interactive entre l'université, des écoles, des collèges et des lycées ». Il filme des séquences de cours, de stages, de « débriefing », donnant également la parole aux formateurs. Dans une seconde partie intitulée *Changer l'université pour...*, il émet diverses propositions pour améliorer la formation, étant « depuis longtemps convaincu que pour changer la formation des maîtres, il faut, en réalité, en même temps changer l'Université... avec un grand U ».

RECHERCHE-ACTION

« Premier pas en avant qui me semble incontournable : modifier radicalement les relations entre l'enseignement et la recherche » qui « sont souvent plus que formelles, voire inexistantes, lors des premières années universitaires ». Il appelle de ses vœux le retour de la « recherche-action » qui « réunissait des équipes universitaires et des enseignants de terrain ». « Impliquer fortement les universités dans la vulgarisation des savoirs - ou si l'on préfère dans leur didactisation - devient une condition absolument nécessaire pour pouvoir proposer aux futurs enseignants une 'formation intégrée', estime l'ancien professeur.

« Une autre proposition serait que les formateurs enseignent à de futurs intervenants comme ils espèrent que leurs étudiants seront conduits, à leur tour, à

enseigner un jour... Cette ambition n'est pas du tout anecdotique car toutes les recherches vont dans le même sens : un enseignant - bien des années plus tard - enseigne souvent comme il a été lui-même 'enseigné'. »

« ALTERNANCE INTERACTIVE »

« En matière de formation par alternance, il faut éviter de tomber dans deux pièges très fréquents. Première impasse : l'alternance juxtapositive, sans liens réels entre les stages et le centre de formation. Deuxième piège : l'alternance applicative où les temps de stages sont présentés comme des applications directes des cours donnés à l'université. Une véritable alternance devrait être interactive. Autrement dit, les cours proposés en centre de formation nourrissent et sont nourris par les interventions des étudiants en stage. Pour cela, il faut que des formateurs puissent superviser ces stages et que soient mises en place des séquences de débriefing. Mais aussi que les conseillers pédagogiques de terrain soient fortement associés à tout ce travail. »

Il ne faut pas non plus selon lui « éluder la délicate question du recrutement et du profil des formateurs ». Il propose de « modifier radicalement les critères de réussite des carrières universitaires et recruter dans les UFR des enseignants du secondaire pour les impliquer dans la formation des maîtres en s'appuyant, notamment, sur la transmission de leur expérience à condition que celle-ci ait été l'objet des mises à distance nécessaires ». « Il semble évident que toute organisation de l'université qui parquerait les enseignants issus du secondaire dans les trois seules années de la licence, conduirait la formation des enseignants dans un mur. »

« REMETTRE À PLAT LES CONCOURS »

Il appelle au final à « dépasser, enfin, l'opposition stérile entre formation universitaire et formation professionnelle », « l'ambition étant de proposer une véritable formation intégrée du début de la licence à la fin du master ». Et termine en déclarant : « Reste que si le concours de recrutement des enseignants d'EPS pourrait, évidemment, être affiné, je ne vois pas d'alternative à une remise à plat de l'ensemble des autres concours de recrutement d'enseignants. Si rien n'est fait, dans les années à venir, nous allons manquer de candidats, y compris en période de chômage, d'où la proposition d'instaurer des pré-recrutements massifs et rétribués dès la fin de l'année de licence 3, redonnant ainsi un tout autre attrait au métier d'enseignant ; à condition, bien sûr, que les épreuves de sélection soient mises en cohérence avec une formation intégrée. »

Le documentaire de J.-P. Julliard est disponible pour servir de support à des débats. Vous pouvez le voir sur le blog du réalisateur :

Première partie : Electronlibrecompagnie.over-blog.com/article-enseigner-peut-s-apprendre-l-partie-105511936.html

Deuxième partie : Electronlibrecompagnie.over-blog.com/article-changer-l-universite-pour-changer-la-formation-des-maitres-106500766.html

Et pour passer commande (le DVD coûte 12 euros) :

Electron libre compagnie, electronlibrecompagnie@orange.fr

Tous Capables !

après la Table ronde animée par Choukri Ben Ayed, quelques éléments de compte-rendu...

Le 15 septembre dernier, Choukri Ben Ayed, sociologue et membre du groupe *Éducation* du Front de gauche, animait la discussion entre trois acteurs de la démocratisation scolaire au quotidien : Christine Passerieux (GFEN), Bruno Tardieu (ATD Quart Monde) et François Meroth (ADEP).

intervention de Christine Passerieux, du *Groupe français d'éducation nouvelle*

Le GFEN, bref historique

Issu de la *Ligue internationale de l'éducation nouvelle*, le GFEN est fondé au début du XX^{ème} siècle à l'initiative d'éducateurs et de savants dans le refus de toutes les fatalités et en particulier de la guerre comme solution. Il s'inscrit dans une perspective émancipatrice de l'éducation, avec une double attention aux enfants et aux apprentissages. Des personnalités importantes en ont assuré la présidence. Henri Wallon développe ses conceptions d'une école véritablement démocratique, et apporte une connaissance approfondie de l'enfant. Paul Langevin défend une conception épistémologique de l'apprentissage où il s'agit d'abord de comprendre. Gaston Mialaret est co-fondateur des sciences de l'éducation à l'université, soulignant ainsi l'importance des liens étroits entre pratique et théorie. Robert Gloton initie l'expérience du XX^{ème} arrondissement à Paris où la preuve, est faite, par les résultats scolaires, que les enfants issus des classes populaires peuvent réussir scolairement lorsque les conditions sont créées. Henri et Odette Bassis mettent en place une formation des maîtres à l'échelle d'un pays, le Tchad, où ils posent la question des finalités d'une formation. Le GFEN a également occupé une place centrale dans la création des ateliers d'écriture. Il a lancé en 1976, avec son ouvrage *L'échec scolaire. Doué non doué*, qui s'est vendu à 60 000 exemplaires, la grande bataille idéologique qui perdure, du refus de toutes les fatalités. Il intervient sur tous les terrains de la formation, particulièrement sollicité sur ceux qui sont réputés difficiles. Il s'adresse aux parents, enseignants, éducateurs (PJJ par ex), animateur, bibliothécaires, ouvriers en reconversion professionnelle...

Quels obstacles à une véritable égalité ?

Ce qui fait obstacle à une véritable égalité dans l'accès aux savoirs c'est la naturalisation des différences entre élèves, qui reste vive encore et s'exprime à travers l'idéologie des dons, du handicap socio-culturel, de l'égalité des chances. L'école s'adresse à un élève issu des classes moyennes et supérieures de la population, familiarisé avec les codes sociaux, culturels et langagiers qu'elle requiert alors que d'autres, massivement issus des classes populaires, sont dans un rapport d'étrangeté à l'école.

Cette naturalisation des différences fait appréhender les élèves qui rencontrent des difficultés comme si leurs différences étaient consubstantielles autant que révélatrices d'un déficit, de manques, qu'il faudrait combler. Or ce qui différencie les élèves, c'est leur rapport à l'école, au savoir, aux apprentissages, rapport socio-culturellement construit dans leur histoire singulière. En d'autres termes, les diffé-

rences se cristallisent dans le sens que les élèves donnent à la fonction de l'école, aux finalités des apprentissages, la compréhension qu'ils ont des modes de faire, de dire, d'agir, de l'école. C'est en accueillant tous les enfants, riches de toutes leurs potentialités et de leurs différences, en travaillant sur la nature des problèmes rencontrés que les déterminismes sociaux peuvent être levés car la preuve n'a jamais été faite, au contraire qu'ils ont un caractère de fatalité. Or l'ensemble des propositions faites depuis plusieurs années se résument à des dispositifs qui aménagent l'existant pour n'y rien changer et renforcent l'idée répandue, qu'il n'y a rien à faire pour les enfants issus des classes populaires.

Par ailleurs, engluée dans des logiques de résultats, l'école évalue pour sélectionner, ne donne pas le temps nécessaire aux apprentissages car trop souvent réduite à une préparation étroite (pour ceux qui le pourront) à l'engagement professionnel. La question de l'enjeu des apprentissages est évacuée, le savoir fossilisé exige soumission et docilité à la parole du maître sans sollicitation de la pensée des élèves. Les élèves qui ne sont pas en connivence immédiate avec l'école ne construisent pas le sens émancipateur et libérateur de leurs apprentissages, et n'ont plus de plaisir à apprendre.

Les apports du GFEN

Le GFEN fait la preuve de la réalité vivante du *tous capables*, en intervenant sur des terrains réputés les plus difficiles dans et hors l'éducation nationale (classes relais, SEGPA, mais aussi stages Iforep, Pjj...). Dans ses formations il associe étroitement modalités d'appropriation du savoir, théories de l'apprentissage et valeurs, à destination de tous les niveaux de classe de la maternelle au lycée. Parce que toute pratique de transmission est politiquement marquée, le GFEN attache une importance centrale aux pratiques, dont l'enjeu ultime est l'émancipation. Il défend une conception anthropologique du savoir qui inscrit chacun dans l'aventure humaine tout en donnant des clefs de compréhension de son quotidien, qui in fine donne pouvoir, pouvoir d'exercer une pensée critique et d'agir sur le monde et dans sa vie.

Le plaisir d'apprendre s'incarne dans la découverte de ses capacités. À travers les pratiques qu'il promeut le GFEN affirme la puissance du collectif dans la construction d'une pensée singulière, d'un collectif de coopération et de solidarité où l'émergence des pouvoirs de chacun se joue sur fond d'aventure collective, ce que l'on appelle à l'école « l'ambiance de classe ». Apprendre transforme, en ouvrant à l'altérité, et pour ce faire rend nécessaire le pas-

Tous Capables !

Christine Passerieux

sage de l'opinion au point de vue argumenté, de la croyance à la pensée.

Dans ce processus d'apprentissage, les changements de structure sont absolument nécessaires mais pas suffisants : c'est le cadre de pensée du réel qui doit bouger, les mentalités se transformer. Ainsi le long combat du GFEN contre les dons porte ses fruits : le premier point du *Projet pour une école de l'égalité* du Front de gauche *Éducation* est « tous capables ». C'était impensable il y a encore 5 ans !

Les pédagogies nouvelles : facteurs de réussite ou de ségrégation ?

La pédagogie en général, mais aussi les pédagogies qualifiées d'innovantes ont subi l'ire de la droite, accusées d'être des avatars dangereux de mai 68, à l'origine des mauvais résultats de la France dans les évaluations internationales. Ce discours s'accompagne de la nostalgie d'un temps où les élèves réussissaient mieux. Ce que l'on oublie alors c'est que « au bon vieux temps » tous les élèves n'accédaient pas au même niveau d'études et que c'est la démocratisation scolaire qui a permis de faire émerger la notion d'échec scolaire. En effet, l'entrée massive de tous dans les mêmes circuits, étape nécessaire, ne s'est pas accompagnée d'une réflexion sur les conditions d'accès de tous aux apprentissages scolaires. Ce que l'on oublie aussi c'est que les attendus, les programmes se sont considérablement complexifiés et qu'alors qu'il s'agissait de lire deux lignes à voix haute il faut maintenant lire un texte long et le comprendre. On n'est plus du tout sur le même registre.

Ceci étant, il ne suffit pas d'innover pour s'assurer de la réussite de tous. Encore faut-il s'appuyer sur ce qui fait empêchement à l'entrée dans les apprentissages. Au cours de son histoire l'école a subi des mouvements de balancier, qui allaient d'une transmission frontale et dogmatique à une vision plus ouverte qui, au nom de l'intelligence

enfantine, a pris appui dans des méthodes dites actives sur l'expression libre, la spontanéité des enfants. Ces méthodes ont eu des effets très ségrégatifs : elles ont privé les enfants des classes populaires des clefs d'accès à la compréhension du système, acquises par d'autres dans l'espace familial. Certaines de ces méthodes dites actives reposent par ailleurs sur une acception erronée de l'activité réduite à l'action. Or à l'école, l'activité est fondamentalement celle de la pensée, de la réflexion : il ne suffit pas d'écrire des histoires pour s'approprier la grammaire française. S'il est en effet nécessaire d'écrire, encore faut-il prendre le temps de l'analyse de cet écrit, pour se construire des règles de fonctionnement de la langue qui ne peuvent rester intuitives mais nécessitent une appropriation rigoureuse.

Tous capables

Ce slogan, lancé par le GFEN, ne relève pas de la spéculation. Désormais, il trouve des échos dans les travaux des neurosciences sur la plasticité du cerveau.

C'est au plus près des expériences menées dans les classes, dans les lieux de formation qu'il a fait la preuve de sa pertinence. Il ouvre à l'audace, quand il affirme l'existence de choix politiques derrière chaque choix pédagogique, parfois même à l'insu de celui qui enseigne ou éduque. Il opère un renversement de l'idéologie dominante, et dépasse le cadre de la réussite scolaire. C'est une conception de l'homme qui est avancée dans un refus de tous les fatalismes qu'ils soient économiques, culturels ou sociaux.

C'est aussi une conception des rapports entre les hommes faite de solidarité et de coopération. Le trajet de gens qui dans leur engagement militant, se sont construits, reconstruits, dans des itinéraires de contrebande l'atteste. Les fatalités n'existent que parce qu'elles sont intériorisées : il n'y aura pas de changement sans ce travail inlassable pour en faire encore et toujours la preuve.

intervention de François Meroth, Amis et défenseurs de l'école publique

Présentation de l'ADEP

L'ADEP est née en 2009 d'une opposition forte aux « réformes » de X.Darcos, que nous considérons comme néfastes. Nous gardons de cette naissance un goût pour la résistance, un aspect « militant ». Cela dit, il existe d'autres collectifs qui sont vigilants et là n'est pas l'originalité de l'ADEP. C'est bien en réunissant parents, enseignants, DDEN et citoyens qui ne sont ni enseignants ni parents que l'ADEP a inventé quelque chose, de durable et de riche.

Croisant ainsi les regards, nous avons rapidement découvert plusieurs choses : la richesse et l'importance « politique », (au sens étymologique du terme), de l'éducation et de la pédagogie ; la précieuse difficulté et la délicate nécessité de la rencontre régulière, attentive et bienveillante entre familles et enseignants et plus généralement entre école et territoire. Enfin, dernier de nos « fondamentaux »,

nous croyons déterminant de mettre l'éducation au cœur de la Cité. D'abord sur la place publique, mais aussi dans les médias. Par exemple, en proposant des cafés-discussions devant la mairie. Par exemple, en proposant aux médias des textes, des prises de parole... Par exemple enfin, en utilisant pleinement les réseaux sociaux.

Ce qui fait que l'école peine à « bouger », à être plus démocratique

Je voudrais ici évoquer trois aspects qui ne sont peut-être pas essentiels, (d'autres plus qualifiés que nous apportent des éléments passionnants sur cette affaire), mais qui ne nous paraissent pas assez souvent évoqués.

D'abord la question du temps éducatif. Il faut je crois que l'école soit d'un certain sens protégée des temporalités courtes qui sont celles du politique et du « tout consommation ». Et là il y a une difficulté certaine. Donner



TOUS CAPABLES !

François Meroth

du temps à l'école, à l'enfant. Accepter d'inscrire l'évolution de l'enfant et de l'école dans des temps longs.

Ensuite il y a la question de l'ouverture. Il me semble que c'est en ouvrant l'école sur son territoire et en intégrant le territoire à l'école que celle-ci peut (re)devenir intéressante pour l'élève, sa famille... Et il faut ici entendre territoire dans son sens réel, (le quartier...), mais aussi « virtuel », les réseaux sociaux, les mondes numériques représentant une chance formidable en même temps qu'une injonction à évoluer. Cela dit, une précision est importante : ouvrir l'école ne signifie pas « laisser les parents s'immiscer »... Des précautions sont nécessaires pour protéger les lieux de vie distincts que sont la classe et la maison...

Enfin, il faudrait que se réalise une grande alliance de ceux qui veulent démocratiser l'école avec les pédagogues. Il se peut que je ne mesure pas l'ampleur des clivages, l'importance et la réalité des oppositions entre ces deux groupes que je côtoie, de ci, de là. C'est donc certainement un peu naïvement que j'imagine et aimerais réunir ces deux types d'acteurs de l'éducation. Il me semble pourtant qu'il peut y avoir consensus pour une école nouvelle, démocratique, innovante.

Ce que nous proposons

Mettre la question éducative sur la place publique. Dès le début, nous avons proposé des rencontres classiques, sous forme de conférences, le soir, sur des thématiques comme « école privée/école publique », ou « le travail de l'élève pour l'école en dehors de l'école ». Mais nous avons rapidement réalisé que c'est sur la place publique qu'il faut inventer, discuter... Distribution de bulletins d'information, café-discussion, atelier en plein air lors de la Fête de l'ADEP sur des thèmes comme « pour ou contre les notes à l'école » ou « jeux de cartes...scolaires », et bientôt « par-

ticiper à la concertation »... Cette année, nous allons structurer notre réflexion et nos rencontres autour de la question « À quoi sert l'école ? »

Faire évoluer les représentations. Notre association est petite. Mais elle intrigue, dérange, intéresse... nous ne savons pas ce qu'il en adviendra. Mais il est certain qu'elle aura permis de belles rencontres et parfois fait évoluer les représentations. Le regard des parents sur les enseignants a changé, et réciproquement. Ce sont aussi certains pratiques de parents, d'enseignants qui ont évolué. Moi-même, j'ai beaucoup changé dans ma façon de voir le rôle de l'école, dans mon appréciation des effets de la mise en concurrence des enfants, des établissements, dans ma perception de l'imbrication de l'école et de ses partenaires, de son territoire...

Conclusion

Lorsque nous disons qu'il est urgent de donner du temps à l'école, à l'enfant, lorsque nous disons qu'il faut que l'école et le territoire s'ouvrent et s'intéressent l'un à l'autre, lorsque nous disons tout cela, c'est en filigrane la question de la confiance que nous proposons de revisiter, de même que celle du sens de l'école. Il est difficile de s'ouvrir aux autres si l'on travaille dans un univers de défiance, de remise en cause. Il est difficile d'imaginer d'autres fonctionnements, d'autres relations au sein de l'institution scolaire mais aussi entre les écoles et leur environnement si l'on ne réfléchit pas collectivement à la question : « À quoi sert l'école ? »

Que chacun prenne ses responsabilités pour œuvrer de son mieux dans deux directions : rétablir ou établir la confiance entre la société et son école, entre l'institution et ses fonctionnaires, entre parents et enfants. Et ensemble, sur la place publique, parler du sens de l'éducation.

L'ADEP sur internet

Le site : <http://www.adepr.org/>

Facebook : <https://www.facebook.com/pages/Amis-et-D%C3%A9fenseurs-de-l'Ecole-Publique/161189153909044>

Twitter : @adepr74

Nous aider : adhérer ou faire un don

ADEP c/o François Méroth, 81 faubourg Saint Bernard, 74800 la Roche sur Foron

AGENDA

calendrier de la loi d'orientation

Un premier projet de la loi d'orientation pour l'école devrait être rendu public début novembre, pour un vote par les parlementaires en décembre ou en janvier.

Partout en France, organisons les rencontres et les débats nécessaires pour faire avancer un projet de transformation de l'école, pour une école de l'égalité et de l'émancipation !

Congrès du PCF

Depuis l'adoption du texte de base commune par le Conseil national des 13 et 14 octobre, les communistes sont en Congrès.

L'analyse de la crise, des contradictions nouvelles du capitalisme et des perspectives qu'elles ouvrent sera au cœur de ce congrès et nourrira les propositions de batailles à mener. Le *réseau École* y contribuera en diffusant ses analyses sur la place nouvelle des savoirs

dans la lutte des classes et en articulant projet pour l'école et projet pour la société. « Tous capables ! » : à l'école, mais aussi dans l'entreprise, dans la démocratie, nous sommes tous capables de prendre en main notre destin, individuel et collectif.

N'hésitez pas à nous adresser vos contributions en vue du Congrès.

**envoyez-nous vos comptes-rendus
de débats, annonces d'initiatives...**

reseau.ecole-pcf@orange.fr

L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

Retours sur la Fête de l'Huma

École à la Fête. *Humanité* 4 septembre, 2012

<http://www.humanite.fr/societe/ecole-la-fete-503198>

Éducation nationale : Quelle politique éducative mettre en place ?

Humanité 19 septembre, 2012. Fête de l'Humanité 2012

Les grands débats de la Fête de l'Humanité. Alors que le gouvernement annonce une « refondation » de l'école, quel projet pour le système éducatif ? Échange entre Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, Michel Hervieu, vice-président de la FCPE et Brigitte Gonthier-Maurin, sénatrice (Front de gauche) des Hauts-de-Seine.

Le gouvernement a lancé depuis cet été une concertation qui devrait déboucher sur une loi d'orientation et de programmation traçant les grandes lignes d'une « refondation » de l'école. Quel bilan faites-vous de ces premiers mois et, au-delà, quelles priorités défendez-vous pour réformer l'éducation nationale ?

Propos recueillis par Laurent Mouloud

<http://www.humanite.fr/societe/education%E2%80%89-nationale-quelle-politique-educative-mettre-en-place-504281>

Gratuité scolaire

Les prépas d'été : un business scandaleux. *Humanité* 21 août, 2012, Vivien Rebière

<http://www.humanite.fr/societe/les-prepas-d%E2%80%99ete-un-business-scandaleux-502518>

Un bien commun. *Humanité* 28 août, 2012, éditorial par Paule Masson

<http://www.humanite.fr/societe/un-bien-commun-502853>

Où donc est passée la gratuité scolaire ? *Humanité* 28 août, 2012, Laurent Mouloud

<http://www.humanite.fr/societe/ou-donc-est-passee-la-gratuite-scolaire%E2%80%89-502861>

Gratuité scolaire, où es-tu ? *Humanité* 28 août, 2012.

Alors que l'école gratuite est inscrite dans la constitution, les dépenses imposées aux familles grèvent de plus en plus leur budget. La Confédération syndicale des familles présente, ce matin, son enquête sur le coût de la scolarité. Responsable du secteur éducation, Françoise Grün dénonce la mise à mal de la gratuité scolaire et réclame l'abaissement à 5,5 % de la TVA sur les livres et les fournitures. Entretien réalisé par L. M.

<http://www.humanite.fr/societe/ce-mardi-dans-lhumanite-gratuite-scolaire-ou-es-tu-502863>

Pour aller à l'école, il va falloir payer. *Humanité* 30 août, 2012

Alors que l'accès gratuit à l'éducation est inscrit dans la Constitution, plusieurs départements renoncent à financer en totalité les transports scolaires. L'exemple du Loiret. Joseph Korda

<http://www.humanite.fr/societe/pour-aller-%E2%80%A8-l%E2%80%99ecole-il-va-falloir-payer-502984>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

La rentrée scolaire

Dernière rentrée avant le changement ? *Humanité* 4 septembre, 2012, Laurent Mouloud
<http://www.humanite.fr/societe/derniere-rentree-ava-nt-le-changement%2%A0-503190>

Ce qui change (ou pas) en cette rentrée. *Humanité* 4 septembre, 2012, L. M.
<http://www.humanite.fr/societe/ce-qui-change-ou-pas-en-cette-rentree-503193>

Bernadette Groison « Les enseignants restent sous tension même si des perspectives s'ouvrent ».
Humanité 4 septembre, 2012, entretien réalisé par Laurent Mouloud
<http://www.humanite.fr/societe/bernadette-groison-%2%AB%2%A0les-enseignants-restent-sous-tension-meme-si-des-perspectives-s%E2%80%99ouvrent>

Christian Favier « Un outil pour réduire la fracture numérique ».
Humanité 4 septembre, 2012, propos recueillis par Mehdi Fikri
<http://www.humanite.fr/societe/christian-favier-%2%AB%2%A0un-outil-pour-reduire-la-fracture-numerique%2%A0%2%BB-503195>

École : le PCF sur le pont du changement. *Humanité* 5 septembre, 2012, Julia Hamlaoui
<http://www.humanite.fr/societe/ecole-le-pcf-sur-le-pont-du-changement-503304>

Patrick Douet, « Les collectivités en première ligne ».
Humanité 5 septembre, 2012, entretien réalisé par Sébastien Crépel
<http://www.humanite.fr/societe/patrick-douet-%2%AB-les-collectivites-en-premiere-ligne-%2%BB-503305>

Rentrée scolaire : une priorité respectée (PS). Rédaction Web 5 septembre, 2012
<http://www.humanite.fr/ecole/rentree-scolaire-une-priorite-respectee-ps-503320>
Laurent Mouloud : <http://www.humanite.fr/societe/ecole-recherche-profs-desesperement-504650>

À Saint-Denis, 29 classes pour 27 salles de cours... *Humanité* 7 septembre, 2012, Maxence Kagni
<http://www.humanite.fr/societe/saint-denis-29%2%A0classes-pour-27%2%A0salles-de-cours-503515>

Un collège plombé par les déficits. *Humanité* 18 septembre, 2012, Laurent Mouloud
<http://www.humanite.fr/societe/un-college-plombe-par-les-deficits-504221>

18 000 nouveaux postes d'enseignants en 2013 et 90 tout de suite. Rédaction Web 20 septembre, 2012
<http://www.humanite.fr/societe/18000-nouveaux-postes-d%E2%80%99enseignants-en-2013-et-90-tout-de-suite-504447>

École recherche profs désespérément. *Humanité* 24 septembre, 2012
Vingt jours après la rentrée, la situation est intenable dans plusieurs départements, dont la Seine-Saint-Denis, où des inspecteurs réclament des « mesures d'urgence ».

La prudence est de mise sur les emplois d'avenir. *Humanité* 24 août, 2012, L. M.
<http://www.humanite.fr/societe/la-prudence-est-de-mise-sur-les-emplois-d%E2%80%99avenir-502727>

Budget 2013: retour des postes à l'Éducation nationale. Rédaction Web 28 septembre, 2012
Priorité affichée du gouvernement Hollande, l'éducation demeure logiquement le premier poste budgétaire de l'État, mis à part le remboursement de la dette. Avec 43 000 recrutements à la clé, dont dix mille nouveaux postes. Laurent Mouloud
<http://www.humanite.fr/politique/budget-2013-retour-des-postes-l-education-nationale-505160>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

L'invité de la semaine

Laurent Tramoni, syndicaliste, SNES-FSU Aix-Marseille, professeur de mathématiques au Lycée technologique du Rempart, à Marseille.

Laurent Tramoni. La rentrée des profs, entre soulagement et espoir. *Humanité* 3 septembre, 2012

<http://www.humanite.fr/invites/laurent-tramoni-la-rentree-des-profs-entre-soulagement-et-espoir-503123>

Laurent Tramoni. L'éducation, c'est d'abord une aventure collective. *Humanité* 4 septembre, 2012

<http://www.humanite.fr/invites/laurent-tramoni-l%E2%80%99education-c%E2%80%99est-d%E2%80%99abord-une-aventure-collective-503186>

Laurent Tramoni. C'est en classe que tout se joue, échec ou réussite. *Humanité* 5 septembre, 2012

<http://www.humanite.fr/invites/laurent-tramoni-c%E2%80%99est-en-classe-que-tout-se-joue-echec-ou-reussite-503292>

Laurent Tramoni. L'école produit-elle trop de diplômés ? *Humanité* 6 septembre, 2012

<http://www.humanite.fr/invites/laurent-tramoni-l%E2%80%99ecole-produit-elle-trop-de-diplomes%C2%A0-503381>

Laurent Tramoni. Refonder l'école de la République, oui, mais comment ? *Humanité* 7 septembre, 2012

<http://www.humanite.fr/invites/laurent-tramoni-refonder-l%E2%80%99ecole-de-la-republique-oui-mais-comment%E2%80%89-503459>

Lycée

Moins de lycéens, plus de décrocheurs. *Humanité* 12 septembre, 2012, Laurent Mouloud

<http://www.humanite.fr/societe/moins-de-lyceens-plus-de-decrocheurs-503782>

« 35 élèves par classe, c'est aberrant ! » *Humanité* 12 septembre, 2012, Marine Dazelle

<http://www.humanite.fr/societe/%C2%AB%E2%80%89%E2%80%8935%C2%A0eleves-par-classe-c%E2%80%99est-aberrant%E2%80%89%E2%80%89%C2%BB-503783>

« Maintenant, je me sens capable de réussir ». *Humanité* 19 septembre, 2012, Maxence Kagni

<http://www.humanite.fr/societe/%C2%AB%E2%80%89maintenant-je-me-sens-capable-de-reussir%E2%80%89%C2%BB-504306>

Université

« Il faut créer une allocation d'autonomie ». *Humanité* 21 août, 2012

Jean-Pierre Sceaux, enseignant à l'université du Havre, ancien directeur d'IUT, entretien réalisé par L. M.

<http://www.humanite.fr/societe/%C2%AB-il-faut-creer-une-allocation-d%E2%80%99autonomie-%C2%BB-502521>

Une rentrée universitaire sans argent. *Humanité* 19 septembre, 2012, Marine Dazelle

<http://www.humanite.fr/societe/une-rentree-universitaire-sans-argent-504312>

« La fac ne changera pas sans moyens ». *Humanité* 24 septembre, 2012

Alors que se déroule actuellement la rentrée universitaire, la secrétaire nationale de l'Union des étudiants communistes regrette le manque d'ambition des mesures gouvernementales. Marion Guénot.

Entretien réalisé par Maxence Kagni

<http://www.humanite.fr/societe/la-fac-ne-changera-pas-sans-moyens-504652>

Démocratiser les études supérieures ? *Humanité* 26 septembre, 2012, Laurent Mouloud

<http://www.humanite.fr/societe/democratiser-les-etudes-superieures-504871>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

Refondation de l'école de la République

« **Refondation de l'école publique et austérité budgétaire sont incompatibles** » (Pierre Laurent)

Rédaction 4 septembre, 2012. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

<http://www.humanite.fr/ecole/%C2%AB-refondation-de-lecole-publique-et-austerite-budgetaire-sont-incompatibles-%C2%BB-pierre-laurent-5>

François Hollande garde son rythme scolaire. *Humanité* 4 septembre, 2012, Lionel Venturini

<http://www.humanite.fr/societe/francois-hollande-garde-son-rythme-scolaire-503197>

Réforme des rythmes scolaires: « Il y a d'autres priorités pour l'éducation ». Rédaction Web 7 septembre, 2012

Pour Christine Passerieux, directrice du Groupe français d'éducation nouvelle (GFEN), le débat qui a animé la rentrée sur les rythmes scolaires est épuisé. Selon elle, le système scolaire nécessite avant tout une vraie réflexion sur la démocratisation de l'accès au savoir. Bonnehogne Xavier

<http://www.humanite.fr/societe/reforme-des-rythmes-scolaires-il-y-dautres-priorites-pour-leducation-503539>

Ecole: Peillon ne rompt pas avec le système d'évaluation des élèves. Rédaction Web 7 septembre, 2012

Le ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon a annoncé dans un entretien accordé au site Le café pédagogique qu'il entendait simplifier le livret personnel de compétences, alors que certains syndicats d'enseignants demandaient la suppression de ce système inspiré des « méthodes de management néo-libérales ». Maxence Kagni

<http://www.humanite.fr/societe/vincent-peillon-souhaite-rallonger-lannee-scolaire-de-36-jours-504132>

Pour la FCPE, il faut rénover la pédagogie. *Humanité* 28 septembre, 2012, Laurent Mouloud

<http://www.humanite.fr/societe/pour-la-fcpe-il-faut-renover-la-pedagogie-5050849>

Des changements sont à mettre en œuvre maintenant. *Humanité* 21 septembre, 2012.

Refonder l'éducation nationale? Par Maryse Charmet, présidente de la Fédération nationale des associations de rééducateurs de l'éducation nationale. Voir sur le site www.fnarem.com

<http://www.humanite.fr/societe/des-changements-sont-mettre-en-oeuvre-maintenant-504483>

Semaine cruciale pour la réforme de l'école. *Humanité* 8 octobre, 2012,

Alors que le rapport de la concertation a été dévoilé vendredi, François Hollande devrait fixer, aujourd'hui, dans un discours à la Sorbonne, ses grandes orientations. Laurent Mouloud

<http://www.humanite.fr/societe/semaine-cruciale-pour-la-reforme-de-l-ecole-505741>

Discours d'Hollande sur l'éducation: les phrases clés. Rédaction Web 9 octobre, 2012

À la Sorbonne, le président de la République a détaillé ses priorités pour l'école. Elles seront retranscrites dans une loi d'orientation, « déposée avant la fin de l'année ».

<http://www.humanite.fr/societe/discours-d-hollande-sur-l-education-les-phrases-cles-505902>

Éducation: une loi pour janvier. *Humanité* 12 octobre, 2012, Laurent Mouloud

<http://www.humanite.fr/societe/education-une-loi-pour-janvier-506136>

La qualité de la formation des enseignants doit être améliorée. *Humanité* 12 octobre, 2012.

Par quelles voies passe la démocratisation de l'école? Par Claire Pontais, professeur d'EPS, responsable du syndicat SNEP, et Gisèle Jean, professeur de sciences économiques et sociales, syndicaliste SNES-FSU.

<http://www.humanite.fr/tribunes/la-qualite-de-la-formation-des-enseignants-doit-etre-amelioree-506088>

Refonder l'école de la République? Bien sûr, mais avec qui? *Humanité* 16 octobre, 2012.

Est-il acceptable que les pauvres échouent si massivement à l'école en France?

Par Bruno Tardieu, Délégué national ATD Quart Monde France.

<http://www.humanite.fr/tribunes/refonder-l-ecole-de-la-republique-bien-sur-mais-avec-qui-506352>

Maryse Esterle « Le système préfère les élites à la réussite de tous ». *Humanité* 17 octobre, 2012

Enseignante chercheuse à l'université d'Artois-IUFM et chercheuse au Cesdip-CNRS, la sociologue Maryse Esterle analyse les mécanismes du décrochage et propose des pistes pour y remédier. Entretien réalisé par L. M.

<http://www.humanite.fr/societe/maryse-esterle-le-systeme-prefere-les-elites-la-reussite-de-tous-506500>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

Dans les établissements

Peillon veut traquer les violences. *Humanité* 18 septembre, 2012, Alexandre Fache

<http://www.humanite.fr/societe/peillon-veut-traquer-les-violences-504223>

Enquête sur le climat scolaire: l'école va plutôt bien, mais... *Humanité* 21 septembre, 2012, Marine Dazelle

<http://www.humanite.fr/societe/enquete-sur-le-climat-scolaire-l-ecole-va-plutot-bien-mais-504529>

Des profs motivés mais sans illusion. *Humanité* 27 septembre, 2012

L'Ugict-CGT a réalisé pour la première fois une enquête sur l'état d'esprit des enseignants. Laurent Mouloud

<http://www.humanite.fr/societe/des-profs-motives-mais-sans-illusion-504967>

« Ici, les élèves sont trop livrés à eux-mêmes... ». *Humanité* 3 octobre, 2012, Laurent Mouloud

<http://www.humanite.fr/societe/ici-les-eleves-sont-trop-livres-eux-memes-505455>

Régularisons les jeunes sans papiers scolarisés! *Humanité* 8 octobre, 2012

Quel sort pour ces adolescents à la merci de l'expulsion ?

Par Catherine Robert, professeur de philosophie à Aubervilliers, militante RESF.

<http://www.humanite.fr/tribunes/regularisons-les-jeunes-sans-papiers-scolarises-505703>

La morale laïque

Peillon se fait l'apôtre de la « morale laïque ». *Humanité* 3 septembre, 2012, Pierre Duquesne

<http://www.humanite.fr/societe/peillon-se-fait-l-apeetre-de-la-morale-laique-503098>

Pour la laïque, par Jean Jaurès (1892). Rédaction 4 septembre, 2012

« L'instruction morale à l'école », *La Dépêche*, 8 juin 1892. Jean Jaurès

<http://www.humanite.fr/societe/pour-la-laique-par-jean-jaures-1892-503231>

Morale laïque: monsieur Chatel, lisez Jean Jaurès. Rédaction 4 septembre, 2012, Stéphane Guérard

<http://www.humanite.fr/lhumanite/morale-laique-monsieur-chatel-lisez-jean-jaures-503238>

Oui, car son champ d'application, c'est notre existence collective. *Humanité* 27 septembre, 2012

Faut-il enseigner la morale laïque à l'école de la République ? Par Yvon Quiniou, philosophe

<http://www.humanite.fr/tribunes/oui-car-son-champ-d-application-c-est-notre-existence-collective-504987>

Débat d'idées

L'apprentissage est rapport à l'altérité, et non altération du rapport à (l'estime de) soi.

Humanité 21 septembre, 2012.

Comment faire de l'école un lieu pour tous ? Par Jacques Broda, professeur de sociologie.

<http://www.humanite.fr/societe/l-apprentissage-est-rapport-l-alterite-et-non-alteration-du-rapport-l-estime-de-soi-504482>

Le rap est un véritable outil éducatif au service des jeunes. *Humanité* 28 septembre, 2012

Comment dire son mal-être ? Par Ounane Aïssa, éducateur, rappeur.

<http://www.humanite.fr/societe/le-rap-est-un-veritable-outil-educatif-au-service-des-jeunes-505048>